

Attribution de temps

Si mon honorable collègue, monsieur le Président, a quelques difficultés à accepter mon interprétation de cette disposition, il acceptera peut-être celle que lui fournissait le premier ministre du Québec lorsque ce dernier lui rappelait ironiquement au cours de la fin de semaine, et je cite: «Il nous arrive tous à l'occasion de faire une déclaration qui repose sur des faits qui ne sont pas exacts.» M. Bourassa tenait ces propos, monsieur le Président, lors de la clôture du sixième congrès de la Commission jeunesse du Parti libéral provincial du Québec qui se déroulait à Sherbrooke en fin de semaine dernière. C'est à ce même congrès, monsieur le Président, que les jeunes militants du Parti libéral du Québec ont endossé une résolution d'appui à l'Accord de libre-échange, et ce malgré l'intrusion de plus de 150 délégués du parti de M. Turner qu'il avait envoyés, par «lieutenant du Québec» interposé, en mercenaires, pour essayer de faire taire l'enthousiasme des jeunes libéraux du Québec. Mais ces jeunes ne sont pas aussi dupes que le chef de l'opposition semble le croire. Ils savent, monsieur le Président, que cette entente est pour eux un tremplin vers l'avenir, leur ouvrant la porte à des emplois à la mesure de leurs intérêts et de leurs capacités.

D'autres, monsieur le Président, tel que le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau), en proie à une profonde nostalgie de ce qu'était le Canada au siècle dernier, refusent de croire à ce tremplin vers le XXI^e siècle. Lorsque M. Garneau, monsieur le Président, fait état d'une éventuelle intégration du Canada par les États-Unis, c'est la crainte et la terreur qu'il sème autour de lui, et ce au nom de convictions faussement nationalistes. Il se targue de vouloir se battre pour l'autonomie du Canada et ne reconnaît même pas l'essence de notre pays, un pays qui a prospéré à cause de ses exportations. J'aimerais rappeler, monsieur le Président, à mon honorable collègue que le Canada est et a toujours été un pays fort et distinct, et que prétendre à son assimilation, c'est remettre en doute la valeur même des gens qui ont bâti notre pays. Il se cache trop aisément derrière de prétendues valeurs souverainistes, qu'il confond avec le protectionnisme, et en oublie les propos de son propre leader, lorsque ce dernier disait, et je cite:

[Traduction]

«... ce serait desservir le Canada que de céder au protectionnisme sous prétexte de nationalisme économique. La libéralisation du commerce international a toujours permis à notre pays de prospérer.» Pourquoi faut-il constamment rappeler aux libéraux que pour protéger sa souveraineté et sa culture, le Canada a besoin d'une économie forte, gage de la sécurité des Canadiens, de leur prospérité et d'un avenir fondé sur leurs espoirs et leurs aspirations? Le Canada n'a-t-il pas d'avenir pour eux?

[Français]

Que répondront-ils, monsieur le Président, aux Québécois ces mêmes détracteurs si les États-Unis imposent des restrictions sur les importations d'électricité? Est-ce qu'ils vont leur répondre que pour sauver la souveraineté canadienne, ils ont préféré sacrifier plus de 8 p. 100 des revenus totaux d'Hydro-Québec? Ont-ils expliqué aux Québécois, monsieur le Président, que l'électricité n'est actuellement pas régie par des accords commerciaux internationaux, que les États-Unis ont le pouvoir d'imposer des restrictions sans encourir de sanctions prévues au GATT?

L'Accord de libre-échange prévoit justement que ni le Canada, ni les États-Unis ne peuvent imposer de droits de douane, d'autres types de droits, de contingents d'importation ou toute autre restriction quantitative sur les importations d'énergie provenant de l'autre pays, y compris l'électricité, à moins d'une exception reconnue en vertu du GATT.

Ont-ils expliqué, monsieur le Président, aux Québécois qu'une forte tendance protectionniste s'élevait actuellement aux États-Unis et menaçait la viabilité de nos échanges commerciaux avec notre plus grand partenaire commercial? Leur ont-ils dit, monsieur le Président, que l'économie de notre pays était fortement tributaire du commerce extérieur, que plus de 30 p. 100 du revenu national et plus de 3 millions d'emplois dépendent de ces mêmes échanges?

Non, monsieur le Président, ils se sont simplement contentés de faire planer la peur en utilisant de faux prétextes! Ils ont fait croire, notamment, que le Canada perdrait le pouvoir sur son eau et le droit légitime de contrôler cette richesse naturelle. Ils ont parlé de l'éventuelle sécheresse de nos lacs et de nos rivières, alors qu'il s'agissait tout simplement d'une sécheresse de leurs propres idées.

Notre gouvernement, monsieur le Président, a d'ailleurs su écarter toute forme de controverse en amendant le projet de loi C-130 et ce, parce qu'encore une fois ils avaient semé le doute et la crainte.

Et ils ont fait encore plus par leurs actes d'omission. Ils ont oublié volontiers de dire que leur leader a été, et est toujours, le seul chef d'un parti national à avoir suggéré que l'eau soit un outil de négociation pour avoir accès au large marché américain. Dans un discours à la Chambre de commerce américaine, le 9 décembre 1965, M. Turner disait, et je cite:

[Traduction]

«... et si nous acceptions un jour de partager l'eau de ce continent en permettant l'exportation d'une partie de nos ressources, l'eau étant alors considérée comme une ressource continentale, il se peut que nous insistions pour que les marchés le soient aussi. Nous pourrions exporter de l'eau ainsi que nous l'avons fait aux termes du Traité du fleuve Columbia, en échange non pas d'argent mais d'un accès à votre marché.»

[Français]

L'histoire a définitivement de ces ironies, monsieur le Président!

[Traduction]

Nous avons entendu de la part du chef de l'opposition une longue litanie de mythes, d'allégations et d'insinuations à propos de cet accord de libre-échange. Nous n'avons pas encore entendu d'arguments raisonnables, de débat rationnel qui constituent une opposition solide de la part de M. Turner. Il est prolifique quant à la quantité de ses arguments mais leur qualité est pitoyable.

Les Canadiens veulent être informés à propos du libre-échange. Ils n'ont pas besoin d'un complément d'arguments simplistes et sans aucun fondement. Il est temps que M. Turner choisisse d'expliquer pourquoi il ne peut pas appuyer cet accord ou d'avouer que son opposition n'est fondée sur rien d'autre que de l'opportunisme politique, et je peux vous assurer, monsieur le Président, puisque vous m'indiquez que mon temps de parole est expiré, que les Canadiens s'en souviendront.